



# 2014

**ENQUÊTE NATIONALE:**

---

## ***OPINIONS DES CANADIENS SUR L'ASIE***

Asia Pacific Foundation of  
Canada

Fondation Asie  
Pacifique du  
Canada



# TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

À PROPOS DE L'ENQUÊTE NATIONALE *OPINIONS DES CANADIENS SUR L'ASIE*

MÉTHODOLOGIE

PRINCIPALES CONSTATATIONS

EXPLICATIONS

CONSTATATIONS DÉTAILLÉES

**PARTIE 1:** PERCEPTIONS À L'ÉGARD DE L'ASIE

**PARTIE 2:** OPINIONS SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES CANADA-ASIE

**PARTIE 3:** PERSPECTIVES PROVINCIALES

**PARTIE 4:** RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ASIE DANS LE DOMAINE ÉNERGÉTIQUE

**PARTIE 5:** PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE EN ASIE

**PARTIE 6:** QUESTIONS DE SÉCURITÉ CANADA-ASIE

**PARTIE 7:** DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

ANNEXE : COMMENT INTERPRÉTER LES TABLEAUX

## À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

**Cela fait plus de trente ans que la Fondation Asie Pacifique du Canada (la Fondation)** joue un rôle moteur dans l'étude et l'analyse des relations du Canada avec l'Asie. Sa mission consiste à proposer aux entreprises, aux pouvoirs publics et à la société civile du Canada des idées à mettre en œuvre pour saisir les occasions offertes par une Asie en pleine évolution. Pour accomplir cette mission, elle s'appuie sur des données et analyses fiables pour formuler des conseils et orientations stratégiques faciles à comprendre et à mettre en

pratique. À l'heure actuelle, la Fondation se concentre sur les thèmes suivants : échanges commerciaux et investissements; énergie et environnement; éducation internationale. À travers l'organisation de programmes de recherche et de rencontres, la Fondation Asie Pacifique du Canada a tissé des liens solides avec de nombreux décideurs politiques, chefs d'entreprise, universitaires et relais d'opinion au Canada et dans toute la région Asie-Pacifique.

## À PROPOS DE L'ENQUÊTE NATIONALE *OPINIONS DES CANADIENS SUR L'ASIE*

**Depuis dix ans**, la Fondation Asie Pacifique du Canada mène des enquêtes nationales périodiques pour prendre le pouls de l'opinion publique sur les relations Canada-Asie. Unique par son plan et ses objectifs, son enquête nationale *Opinions des Canadiens sur l'Asie* contribue grandement à définir l'image que se font les Canadiens de l'Asie et de son importance croissante pour la prospérité du Canada. Puisant dans un grand échantillon de plus de 3400 personnes, elle est une source très utile d'informations sur les attitudes des Canadiens relativement à la montée de l'Asie.

Lors des enquêtes précédentes, la Fondation a constaté que, tout en reconnaissant l'importance économique des pays d'Asie, les Canadiens ont peu d'enthousiasme pour les politiques visant à faciliter les relations économiques avec des

partenaires asiatiques. L'édition 2014 apporte deux éléments : d'abord, des données actualisées sur les perceptions canadiennes à l'égard de l'Asie et une comparaison avec les résultats des années précédentes; ensuite, un examen approfondi des facteurs qui sous-tendent la réticence des Canadiens à s'investir en Asie. Cette année, l'enquête contient de nouvelles questions qui permettent d'analyser les attitudes profondes des Canadiens à l'égard de, entre autres, les échanges avec des pays perçus comme non démocratiques ou la concurrence avec les pays où les travailleurs sont peu rémunérés. Elle a également mesuré l'opinion à propos du contrôle étranger d'actifs canadiens et de l'effet perçu des influences étrangères sur le mode de vie des Canadiens. Les résultats viennent alimenter le dialogue sur le rôle du Canada dans l'Asie-Pacifique.

## MÉTHODOLOGIE

**Du 25 février au 7 mars 2014**, Opinion publique Angus Reid a mené un sondage en ligne auprès de 3 487 Canadiens adultes participant au Forum Angus Reid. La marge d'erreur – qui reflète la variabilité d'échantillonnage – s'établit à +/- 1,7 % pour la totalité de l'échantillon. Les résultats ont été pondérés en fonction du niveau de scolarité, de

l'âge, du sexe et de la région des répondants en utilisant les plus récentes données du Recensement, afin d'assurer la représentativité de l'échantillon pour l'ensemble de la population adulte du Canada. Les écarts dans ou entre les totaux sont liés aux arrondis. Le temps de réponse médian était de 14 minutes.

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

### 1. L'ENTHOUSIASME DES CANADIENS POUR UN RESSERREMENT DES LIENS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES AVEC L'ASIE A CHUTÉ AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS.

En 2014, l'opinion publique au Canada est nettement moins favorable au renforcement des liens sociaux et économiques avec l'Asie qu'il y a un an. Même si un tiers (33 %) des Canadiens pensent qu'aujourd'hui le Canada fait plus partie de l'Asie-Pacifique qu'il y a dix ans, ils sont moins convaincus qu'un resserrement des liens avec les pays asiatiques apporterait des avantages économiques au pays. En outre, alors qu'en 2014 les avis sont uniformément partagés quant à savoir si le Canada bénéficierait d'une augmentation des investissements asiatiques (41 % sont d'accord) ou non (41 % ne le sont pas), on constate un changement significatif par rapport à il y a un an, quand 50 % des répondants étaient optimistes au sujet des investissements asiatiques.

Cette tendance s'applique tout particulièrement à la Chine. La proportion de Canadiens qui considèrent la Chine comme très importante pour leur prospérité économique est passée de 45 % en 2013 à 35 % en 2014 – le niveau le plus bas relevé dans l'histoire de cette enquête nationale. Dans une comparaison avec d'autres partenaires commerciaux du Canada, la Chine se place quatrième, dépassée pour la première fois par l'Union européenne et le Royaume-Uni. Par ailleurs, 41 % seulement des Canadiens voient dans la puissance économique de la Chine une occasion plus qu'une menace pour le Canada. Ce nombre, qui a chuté de sept points de pourcentage par rapport à 2013 (48 %), n'a jamais été si bas.

La faiblesse de l'enthousiasme pour les relations avec l'Asie se traduit par un soutien beaucoup plus faible pour les politiques concrètes visant à renforcer et élargir les liens du Canada avec la région. Alors que plus d'un tiers (37 %) des Canadiens croient encore qu'il faut mettre les relations économiques et politiques avec l'Asie au cœur de la politique étrangère du Canada, ce nombre est en forte baisse par rapport à 51 % en 2013 et à 55 % en 2012. Ce point de vue général s'étend aussi à certaines politiques concrètes visant à faciliter les investissements entre le Canada et l'Asie. Ainsi, la moitié des Canadiens (50 %, soit 7 % de plus qu'en 2013) s'opposent désormais aux mesures

économiques visant à inciter les entreprises canadiennes à s'implanter en Asie, et le nombre de ceux qui appuient l'envoi de missions commerciales d'entreprises canadiennes en Asie a chuté (47 % contre 58 % en 2013). Sur le plan social et culturel, le soutien est en baisse sur toute la ligne : pour l'ajout de cours sur l'Asie ou l'enseignement de langues asiatiques dans les écoles, pour les échanges étudiants et les accords universitaires avec l'Asie, et pour les échanges culturels par les arts de la scène.

### 2. UN RETOURNEMENT D'ATTITUDE DES CANADIENS PLUS ÂGÉS (55 ANS OU PLUS) À L'ÉGARD DE L'ASIE PLOMBE LES PERSPECTIVES GÉNÉRALES POUR DES RELATIONS PLUS ÉTROITES AVEC LA RÉGION.

Au cours des douze derniers mois, ce sont les Canadiens plus âgés (55 ans ou plus) qui ont particulièrement perdu leur enthousiasme pour les relations avec l'Asie et qui sont désormais moins convaincus de l'importance économique de cette région pour le Canada. Leur réticence plombe les attitudes des Canadiens en général, même si les plus jeunes sont restés beaucoup plus stables dans leurs points de vue.

Les Canadiens plus âgés sont nettement moins optimistes quant aux avantages à tirer des relations économiques avec les pays d'Asie. Par exemple, ils sont beaucoup moins nombreux à croire que la Chine est très importante pour la prospérité du Canada (32 % contre 46 % en 2013). Cette baisse de 14 points dénote le niveau le plus bas jamais observé chez les Canadiens plus âgés. En même temps, les 18 à 29 ans ont très peu changé d'avis quant à l'importance de la Chine pour la prospérité du Canada (41 % contre 44 % en 2013). De même, les Canadiens plus âgés sont environ deux fois moins nombreux (17 % en 2014 contre 33 % en 2013) à croire que l'Inde est importante pour la prospérité économique du Canada, tandis que l'avis des jeunes Canadiens n'a pratiquement pas changé. La même tendance à la baisse par rapport à l'année précédente s'applique à l'importance perçue de tous les autres pays d'Asie chez les Canadiens plus âgés.

Le doute croissant chez les Canadiens plus âgés quant à l'importance économique de l'Asie pour le Canada se reflète dans un désir moins grand de s'investir dans la région par des politiques dans des domaines précis dont le commerce et les investissements. Ainsi,

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

ils sont beaucoup moins nombreux aujourd'hui qu'en 2013 (44 % contre 54 %) à penser que le Canada bénéficierait d'une augmentation des investissements asiatiques. En comparaison, le point de vue des jeunes Canadiens a très peu changé (42 % contre 43 % en 2013). En outre, les Canadiens plus âgés se disent plus opposés que jamais, et de loin, aux accords de libre-échange avec les pays asiatiques : par rapport à l'année précédente, l'opposition au libre-échange avec la Chine a augmenté de 8 points (56 % en 2014 contre 48 % en 2013); elle a aussi augmenté de 10 points pour l'Inde (53 % contre 43 %), de 8 points pour la Corée du Sud (46 % contre 38 %), et de 10 points pour l'Asie du Sud-Est (51 % contre 41 %). Chez les jeunes, l'opposition aux accords de libre-échange, peu importe le pays, n'a pas subi de changements statistiquement significatifs. Enfin, les Canadiens plus âgés sont beaucoup plus réticents qu'avant à consacrer plus d'efforts aux cours sur l'Asie ou à l'enseignement de langues asiatiques dans les écoles canadiennes. On constate une baisse de neuf points de l'appui tant pour l'enseignement sur l'Asie (43 % contre 52 % en 2013) que pour celui des langues asiatiques (22 % contre 31 %).

Comment s'explique cette évolution chez les Canadiens plus âgés? À noter qu'elle n'est pas le fruit d'une hostilité ou d'une répugnance à l'égard de l'Asie. En effet, les sentiments (« chaleureux » ou « froids ») des Canadiens plus âgés à l'égard de l'Asie demeurent remarquablement inchangés. Ils sont notamment plus nombreux que jamais à se dire bien disposés (« chaleureux ») à l'égard du Japon (39 %) et de la Corée du Sud (22 %).

Plutôt que d'éprouver une hostilité croissante, il semble que les Canadiens plus âgés considèrent simplement les pays asiatiques comme moins importants sur le plan économique, et que cela réduit leur appétit pour les échanges avec la région. Cela pourrait être dû en partie à une chute de leur intérêt pour les actualités asiatiques au cours des deux dernières années. En fait, une analyse plus approfondie des données montre un lien direct entre l'attention accordée aux actualités asiatiques et la perception de l'importance économique de cette région pour le Canada. En 2012, 52 % des Canadiens plus âgés disaient porter plus d'attention que l'année précédente aux relations Canada-Asie. Cette proportion a chuté à 38 % en 2013 et s'établit à seulement 35 % en 2014.

Chez les jeunes, il n'y a pas beaucoup de changement dans l'attention accordée aux relations Canada-Asie. Alors qu'il est encore difficile de mettre le doigt sur la raison précise de cette évolution dans les perceptions de l'Asie, ces données laissent entendre que la chute de la consommation d'actualités asiatiques chez les Canadiens plus âgés a influencé leur point de vue sur la région.

### 3. L'APPUI DES CANADIENS POUR LES RELATIONS AVEC L'ASIE EST MOTIVÉ PRINCIPALEMENT PAR LE CONFORT POLITIQUE.

L'appui des Canadiens pour le renforcement des liens économiques avec l'Asie est déterminé non seulement par l'importance économique croissante de la région. Les statistiques économiques démontrent que l'Asie est de plus en plus importante pour la prospérité du Canada : les pays asiatiques achètent un plus gros pourcentage des exportations canadiennes et ils comptent trois des sept plus importants partenaires commerciaux du Canada (la Chine, le Japon et la Corée du Sud). Cependant, les perceptions et les opinions des Canadiens ne sont pas toujours déterminées par les données économiques.

Par exemple, plus d'un quart (26 %) des Canadiens voient l'Australie comme un pays très important pour la prospérité du Canada – même s'il ne fait pas partie des dix plus grands partenaires commerciaux de celui-ci. En revanche, ceux qui voient la Corée du Sud comme très importante pour la prospérité du Canada sont deux fois moins nombreux (13 %), alors que ce pays est septième parmi les plus grands partenaires commerciaux du Canada. De même, les Canadiens voient le Royaume-Uni, troisième parmi les plus grands partenaires commerciaux du Canada, comme très important pour la prospérité du pays dans une proportion de 40 %, alors que la Chine, deuxième partenaire commercial du Canada, est perçue comme très importante par seulement 35 % des Canadiens.

Il semble que non seulement les Canadiens sous-estiment-ils l'importance économique de l'Asie, mais qu'ils sont aussi moins susceptibles de souhaiter la mise en place de politiques établissant des relations économiques avec les pays asiatiques. Par exemple, il existe relativement peu d'appui pour la signature d'accords de libre-échange avec de grands partenaires

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

commerciaux en Asie tels que la Chine (36 %), l'Inde (38 %) et la Corée du Sud (41 %), mais un appui prononcé pour des accords de libre-échange avec l'Union européenne (67 %) et l'Australie (69 %).

Les inquiétudes à propos de la concurrence jouent un rôle dans l'établissement de cet appui. Les Canadiens les moins susceptibles de vouloir des relations avec l'Asie sont aussi ceux qui préfèrent renforcer les liens économiques uniquement avec les pays perçus comme ayant des salaires et respectant des normes du travail similaires au Canada. Cependant, les inquiétudes à propos des salaires et des normes de travail se répercutent sur les relations avec tous les pays et n'expliquent pas de façon adéquate pourquoi les Canadiens se montrent favorables aux relations avec les partenaires traditionnels du Canada, mais non avec les pays asiatiques ou les autres pays émergents.

L'appui plus grand pour les relations avec l'Union européenne et l'Australie s'explique en partie par le fait que les Canadiens se sentent relativement plus à l'aise avec les partenaires perçus comme familiers et de même sensibilité politique. Les répondants se disant très préoccupés par le respect des droits politiques (droits de la personne, démocratie) sont considérablement moins disposés que les autres à appuyer les accords de libre-échange avec des pays asiatiques comme la Chine, l'Inde et la Corée du Sud. De même, les Canadiens qui voient leurs intérêts en matière de sécurité comme mieux servis par le renforcement des liens avec les alliés traditionnels du Canada sont nettement moins disposés à poursuivre des relations plus solides avec les pays asiatiques que ceux qui sont favorables au renforcement des relations avec un plus grand nombre de pays. En revanche, l'appui pour les relations avec des partenaires comme l'Australie et l'Union européenne reste élevé parmi les Canadiens qui se disent fortement préoccupés par le respect des droits politiques et par ceux qui expriment une préférence pour le renforcement des liens avec les alliés traditionnels du Canada. Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête nationale montrent que le confort politique des Canadiens à l'égard d'un partenaire commercial a une forte influence sur leurs perceptions de son importance économique et sur leur désir d'établir des relations avec ce pays.

### 4. LES CANADIENS ONT DES POINTS DE VUE SIMILAIRES SUR LES PAYS D'ASIE ET LES AUTRES PAYS ÉMERGENTS.

**Les pays d'Asie ne sont** pas perçus de façon particulièrement négative quand on les compare à des pays émergents tels que le Brésil, la Russie, l'Afrique ou la Turquie. En ce qui concerne leur importance perçue pour la prospérité du Canada, la plupart des pays asiatiques sont cotés comme plus importants que le Brésil (12 % des répondants), la Russie (8 %) et l'Afrique du Sud (6 %). La région vue comme la moins importante, l'Asie du Sud-Est, était cotée au même niveau que le Brésil (12 %).

L'appui pour les relations économiques est sensiblement le même pour les pays émergents asiatiques et non asiatiques. Par exemple, un accord de libre-échange avec le Brésil aurait l'appui d'un peu moins de la moitié (45 %) des répondants; plus d'un tiers (38 %) appuient un accord avec l'Afrique du Sud et moins d'un tiers (30 %), un accord avec la Turquie. L'appui pour le commerce et les investissements avec les pays émergents est influencé par les mêmes attitudes politiques profondes à l'égard de la démocratie et de la sécurité qui forment les opinions à propos des pays d'Asie-Pacifique.

Les Canadiens ont une opinion particulièrement négative de la Russie. De tous les pays étudiés, elle obtient le moins d'appuis pour un accord de libre-échange (28 %). L'opposition aux investissements d'une entreprise d'État russe est plus forte que pour n'importe quel autre pays (76 %). De même, on lui réserve les sentiments les plus « froids » (34 %). C'est probablement dû aux problèmes des droits de la personne ressortis pendant les Jeux olympiques et à son rôle dans la crise en Ukraine. Les attitudes à l'égard de la Russie soulignent l'importance des facteurs politiques dans l'appui pour les relations avec un pays donné.

### 5. LES CANADIENS LES PLUS SCOLARISÉS ET LES HOMMES SONT LES PLUS FAVORABLES AUX RELATIONS AVEC L'ASIE.

**L'appui pour les relations** avec l'Asie varie en fonction de facteurs démographiques. Les répondants de sexe masculin et les Canadiens les plus scolarisés se montrent les plus enthousiastes. Cependant, comme

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

ces groupes ont tendance à appuyer les relations économiques avec les pays étrangers en général, les variables démographiques ne suffisent pas à expliquer l'écart entre l'Asie et les pays occidentaux. D'autre part, alors que les Canadiens en général ont des opinions plutôt similaires sur les relations avec l'Asie, les Canadiens plus âgés sont particulièrement favorables aux relations avec les partenaires traditionnels.

Les hommes sont plus favorables que les femmes aux accords de libre-échange en général. Ceci est vrai pour les pays asiatiques comme l'Inde (hommes : 46 %; femmes : 30 %), les pays émergents non asiatiques comme le Brésil (hommes : 54 %, femmes : 36 %), et les pays occidentaux comme l'Australie (hommes : 77 %; femmes : 61 %). L'écart entre les sexes est particulièrement prononcé à l'égard des relations économiques avec le Japon (23 points) et la Corée du Sud (26 points). Une tendance similaire apparaît lorsqu'on interroge les répondants sur les investissements par les entreprises d'État de différents pays étrangers.

L'appui pour les relations avec l'Asie est le plus élevé parmi les Canadiens les plus scolarisés. Une majorité de diplômés universitaires se disent favorables aux accords de libre-échange avec l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et l'Asie du Sud-Est, alors qu'aucun pays asiatique ne remporte un appui majoritaire dans le groupe des diplômés de l'école secondaire ou moins.

Avec quelques exceptions, les Canadiens de tous les âges ont des points de vue convergents sur l'Asie. Il y a peu de différence entre les groupes d'âge en ce qui concerne le commerce avec l'Inde, la Chine, la Corée du Sud et l'Asie du Sud-Est. Font exception les attitudes à l'égard du Japon, avec lequel les Canadiens de 55 ans ou plus sont plus nombreux que les jeunes à vouloir établir un accord de libre-échange. Les plus grandes différences par groupe d'âge se manifestent lorsque les participants sont interrogés sur leur appui pour le commerce avec les pays occidentaux. Parmi les plus jeunes (18 à 29 ans), 57 % sont favorables à un accord de libre-échange avec l'Australie, contre 79 % des 55 ans ou plus.

### 6. IMPLICATIONS POUR LE CANADA

**En raison de l'importance** croissante de l'Asie, le niveau de vie des Canadiens et l'influence du Canada

dans le monde seront de plus en plus liés au renforcement des relations économiques et politiques avec ses partenaires asiatiques. Or, l'enquête montre que le public canadien a des réserves à l'égard des relations économiques avec l'Asie.

Une majorité préfère renforcer les liens économiques avec les alliés occidentaux traditionnels du Canada. Ainsi, les Canadiens semblent plus disposés à entretenir des relations avec des partenaires commerciaux comme l'Australie et le Royaume-Uni, qui sont vus comme des pays amicaux et démocratiques. Il y a moins d'enthousiasme pour les puissances émergentes, asiatiques ou non.

Cette hésitation à établir des relations avec l'Asie peut coûter cher aux Canadiens. Non seulement risquent-ils de rater des occasions de croissance et de diversification économique, mais au fil du temps, le poids du Canada dans le monde et sa capacité d'influencer les changements en Asie peuvent s'en trouver diminués. Par ailleurs, alors que les Canadiens préfèrent conserver les liens avec leurs partenaires économiques traditionnels, ces mêmes partenaires s'appliquent activement à tisser des liens politiques et commerciaux avec les pays asiatiques.

Les relations entre le Canada et l'Asie stagneront tant que les appréhensions des Canadiens ne seront pas calmées.

Apporter plus d'informations sur les progrès des pays asiatiques et faire acquérir à la prochaine génération de dirigeants des compétences sur l'Asie peut aider à surmonter la réticence du public. La familiarité devrait engendrer de l'enthousiasme pour les échanges économiques et sociaux. Là où les préoccupations au sujet de la sécurité et des droits politiques risquent d'influencer les opinions, il faut rassurer le public que les liens économiques ne se tisseront pas aux dépens des valeurs et des intérêts nationaux du Canada.

L'amélioration du confort par rapport à l'Asie n'arrivera pas par accident. Il faut commencer par forger, au moyen d'efforts concertés, un consensus national sur l'importance de l'Asie pour le Canada.

Chaque Canadien a un rôle à jouer : les dirigeants politiques doivent convaincre le public de soutenir le renforcement des liens avec l'Asie. Les entreprises

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

doivent investir dans des stratégies visant les marchés asiatiques. Et les établissements d'enseignement doivent mettre l'accent sur les compétences, les connaissances et l'expérience de l'Asie afin de préparer la prochaine génération de Canadiens à prendre leur place dans un monde de plus en plus centré sur ce continent.

Les relations entre le Canada et l'Asie stagneront tant que les appréhensions des Canadiens ne seront pas calmées. Apporter plus d'informations sur les progrès des pays asiatiques et faire acquérir à la prochaine génération de dirigeants des compétences sur l'Asie peut aider à surmonter la réticence du public. La familiarité engendrerait probablement de l'enthousiasme pour les échanges économiques et sociaux. Là où les préoccupations au sujet de la sécurité et des droits politiques risquent d'influencer les opinions, il faut rassurer le public que les relations économiques ne seront pas établies aux dépens des valeurs et des intérêts nationaux du Canada. L'amélioration du confort par rapport à l'Asie et le resserrement des liens économiques et politiques ne se produira pas sans les efforts concertés et l'impulsion des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile.